



Interview du Dr Sima Samar*

Présidente de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme

Le Dr Sima Samar est née le 3 février 1957 à Jaghouri, dans la Province de Ghazni, en Afghanistan. Après avoir obtenu en février 1982, à l'université de Kaboul, le diplôme de médecin (qu'elle est l'une des rares femmes de l'ethnie Hazara à posséder), elle a pratiqué la médecine pendant quelques mois dans un hôpital public de Kaboul. Elle a ensuite été contrainte, pour sa sécurité, de regagner sa ville d'origine, Jaghouri : elle y a dispensé des soins médicaux aux patients des zones reculées du centre de l'Afghanistan.

Le Dr Samar ignore tout du sort de son mari, arrêté un an après la révolution communiste de 1978. Quelques années plus tard, elle a fui avec son jeune fils vers le Pakistan voisin. Elle a d'abord travaillé comme médecin dans le service des réfugiés du Mission Hospital de Quetta. En 1989, désespérée par l'absence totale de structures de soins de santé pouvant accueillir les réfugiées afghanes, le Dr Samar a créé à Quetta l'organisation Shuhada, ainsi que le dispensaire du même nom : soins de santé pour les femmes et filles afghanes, formation du personnel médical et éducation – tels étaient les buts de Shuhada. Au cours des années suivantes, l'organisation a ouvert dans le centre de l'Afghanistan plusieurs filiales du dispensaire de Quetta, devenu entre-temps hôpital.

Le Dr Samar est restée plus de dix ans à Quetta en tant que réfugiée. En 2001, elle est rentrée en Afghanistan, afin d'occuper une fonction ministérielle au sein de l'Administration intérimaire afghane dirigée par Hamid Karzaï. Elle fut nommée vice-présidente, puis fut la toute première ministre de la Condition féminine. Elle dut cependant démissionner après avoir été victime de harcèlement et menacée de mort pour avoir critiqué les lois islamiques

* Cette interview a été réalisée le 7 février 2011 par Markus Cott, chef adjoint de la délégation du CICR à Kaboul, Afghanistan, et par Robert Whelan, délégué communication. La version originale anglaise a été publiée dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 92, N° 880, décembre 2010, pp. 847-857.

conservatrices, en particulier la charia, dans un entretien accordé au Canada à un journal en langue perse. À l'occasion de la Loya Jirga (Grande Assemblée) de 2002, plusieurs conservateurs religieux ont fait paraître dans un journal local une déclaration qualifiant Sima Samar de « Salman Rushdie » de l'Afghanistan. Le Dr Samar dirige actuellement la Commission afghane indépendante des droits de l'homme (AIHRC)¹. Elle a été nominée pour le prix Nobel de la Paix en 2009.

.....

Les conflits se succèdent en Afghanistan depuis plusieurs décennies. Quelles en sont, d'après vous, les causes profondes ?

Je pense que les conflits – et plus tard le comportement des gens au pouvoir – ont eu, dès le début, une seule et même cause profonde : le manque d'éducation.

Quels sont vos premiers souvenirs liés aux conflits en Afghanistan ?

Je pense que mes premiers souvenirs remontent au coup d'état intervenu en Afghanistan en 1978. J'étais alors étudiante à l'université. Pour la première fois de ma vie, j'ai entendu le bruit d'un chasseur MiG. L'avion survolait le palais. Nous n'avions jamais vu de char auparavant. Je me souviens qu'à cause du bruit des chars, des tirs et des MiG, je n'ai pas fermé l'œil de la nuit. J'étais déjà mariée et j'ai gardé mon mari éveillé, lui aussi. Il y avait tellement de bruit qu'il était impossible de trouver le sommeil. J'avais 22 ans.

Ensuite, je me souviens que pendant la semaine qui a suivi le coup d'État, nos camarades d'université qui étaient membres du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) ont immédiatement changé de vêtements et de comportement. Ils avaient tous des pistolets, qu'ils gardaient sur eux en salle de cours. Nous avons su alors qui était qui. Nous connaissions certains d'entre eux. Ils appartenaient aux *Khalq* et aux *Parcham*².

Après le coup d'état de 1978, les *Khalq* ont commencé à arrêter des gens, surtout des propriétaires terriens. Ils ont procédé à ces arrestations sans enregistrement, sans acte d'accusation et sans procès équitable. Le manque d'éducation : telle a été la principale raison de la conduite du PPDA. Ses membres ont commencé à être très durs, agissant comme une dictature, sans aucune obligation de rendre compte de leurs actes. C'est ce comportement qui a dressé la majorité des gens contre les *Khalq*. Par exemple, il y a eu un soulèvement populaire dans le quartier où je vivais à Jaghouri, dans la province de Ghazni. Les *Khalq* ayant commencé à arrêter des membres de leur famille, les gens s'en sont pris à eux et ils les ont tous tués avec des pierres et quelques très vieux fusils britanniques.

1 Informations tirées de « Sima Samar », Wikipédia, disponible sur : http://fr.wikipedia.org/wiki/Sima_Samar (dernière consultation le 29 juin 2011).

2 Les *Khalq* et les *Parcham* étaient deux factions du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PDPA), *Khalq* signifiant « masses » et *Parcham* signifiant « bannière » ou « drapeau ». Les dirigeants des *Khalq* étaient les présidents Nur Muhammad Taraki et Hafizullah Amin ; créée en 1965, cette branche du parti était soutenue par l'URSS. Le dirigeant des *Parcham* était Babrak Kamal, devenu en 1979 le troisième président de l'Afghanistan, et remplacé par Najibullah en 1986.

Comment ce premier conflit a-t-il affecté les femmes ? Quel rôle les femmes ont-elles joué ?

Les femmes ont été très durement touchées, car en période de conflit, leurs déplacements sont encore plus restreints que d'habitude.

Dans un pays comme l'Afghanistan, un conflit est entièrement l'affaire des hommes. Les femmes sont laissées à l'arrière, pour laver et cuisiner. Cela dit, au début, certaines femmes des villes, instruites, ont été impliquées. Par exemple, nous avons participé aux actions de propagande, nous avons distribué nos « lettres de nuit » et nous avons écrit sur les murs de Kaboul « Mort à la Russie³, Mort aux *Khalq* ».

Un couvre-feu était en vigueur la nuit. Chaque fois que nous allions distribuer nos tracts, c'était pendant le couvre-feu. Des Jeeps soviétiques patrouillaient et il était bien difficile de savoir qui était qui. Les soldats étaient aux aguets et nous essayions de nous cacher. Le couvre-feu était levé à 6 heures du matin et nous prétendions que nous allions au hammam mais, en fait, nous portions les sprays ou les « lettres de nuit » sur nous et nous les distribuions dans le hammam.

Nous vivions dans une maison de deux étages et avons l'habitude de jeter ces tracts dans la cour. Notre voisine était une enseignante et elle avait l'habitude de monter chez nous en disant : « Salut, j'ai vu celle-ci ! » Tout le monde était si heureux, encourageant les gens à résister et à dire pourquoi le PPDA et les Soviétiques étaient mauvais et violaient toutes les règles.

Nous ne portions pas de foulard à l'époque. Très rares étaient celles qui le portaient à l'université. Nous avons commencé à porter un foulard pour ne pas être reconnues. Nous prenions des foulards de différentes couleurs quand nous allions manifester, parce que l'Intelligence Service essayait de nous repérer. Généralement, nous avions quatre foulards dans notre sac : tout d'abord, en arrivant en ville, nous portions une couleur, puis nous changions pour une autre couleur, en pensant qu'ainsi, ils ne pourraient pas nous reconnaître. Mais les Soviétiques étaient vraiment brutaux. Ils ont battu beaucoup d'entre nous. Même quand les *Khalq* étaient au pouvoir, les Soviétiques venaient avec des matraques en caoutchouc ; ils nous donnaient des coups et nous aspergeaient d'eau.

Un jour, pendant *Se Hoot*⁴, nous sommes toutes sorties et les Soviétiques sont venus avec leurs soldats. Nous étions conduites par l'élite, les femmes instruites. Toutes les autres universités et écoles, les écoles de filles et les écoles de garçons, tout le monde s'est joint à la manifestation. Les rues étroites étaient pleines d'étudiants et de personnel universitaire. On criait, on lançait des slogans, on avait tout ce qui fallait pour manifester.

À l'époque, il n'était pas possible de faire suffisamment de photocopies et très peu de gens avaient une machine à écrire. Ainsi, pendant *Se Hoot*, nous écrivions à la main des prospectus et des tracts (nos « lettres de nuit »).

3 Entrées en Afghanistan en décembre 1979, les forces militaires soviétiques sont restées dix ans dans le pays.

4 Le dernier mois de l'année selon le calendrier afghan.

Nous allions jusqu'à utiliser dix feuilles de papier carbone et nous écrivions avec un stylo chinois. Il était assez difficile de faire en sorte que nos textes restent lisibles jusqu'à la dixième copie. Nous encourageons les gens à venir nous rejoindre en criant « Allah est grand ». Je pense que Kaboul était émouvant quand les gens lançaient des « Allah est grand » contre les communistes. C'était assez extraordinaire.

Toutefois, lorsque les conditions de sécurité ont commencé à se dégrader, les femmes ont été progressivement mises à l'écart. Ensuite, de toute évidence, la révolution islamique survenue en Iran en 1979 a eu un impact très négatif sur notre situation. Naturellement, le *Hezb-i-Islami*⁵ ne comptait aucune femme parmi ses membres. De fait, je ne me souviens pas qu'il y ait eu des femmes avec eux lorsque nous descendions dans la rue à cette époque.

Quelques années plus tard, vous avez dû fuir l'Afghanistan et vous réfugier au Pakistan. Vous avez ouvert un hôpital pour femmes à Quetta : qu'est-ce qui vous a incitée à faire cela et comment avez-vous réussi à faire fonctionner cet établissement ?

C'est en 1983 que je suis arrivée à Peshawar. Je suis devenue membre du syndicat local des médecins, mais nous n'avions pas assez de fournitures médicales. J'ai donc demandé de l'aide à diverses organisations. J'étais en contact étroit avec les gens du CICR, car j'allais souvent voir certaines de leurs patientes à l'hôpital de Quetta. Je demandais de temps en temps au CICR de me donner des pansements, de l'iode ou un produit similaire, de la vaseline et de la gaze pour les cas de brûlures – ce genre de choses. On peut donc parler d'une sorte de coopération. À part cela, il n'y avait rien. Les groupes djihadistes, tous les sept, avaient un hôpital où étaient soignés les membres masculins du parti, mais pas leurs familles.

Une organisation non gouvernementale (ONG) du nom de Inter-Church Aid gérait des hôpitaux, des dispensaires, des programmes de secours. C'était un consortium rassemblant plusieurs Églises : le Church World Service américain, le Church Aid norvégien et d'autres Églises du monde entier. J'ai commencé à collaborer avec cette ONG à Quetta, au Christian Hospital. Cet établissement vieux de cent ans, datant de l'époque britannique, avait un service qui accueillait les réfugiés, y compris les femmes et les filles. C'est là que j'ai travaillé.

Un matin, une jeune femme afghane souffrant de pré-éclampsie est arrivée à l'hôpital. Elle avait des convulsions et j'ai couru de tous les côtés pour essayer de trouver quelqu'un qui pourrait lui donner une injection de valium, afin de les diminuer. La pharmacie n'était pas ouverte, il n'y avait encore personne à l'hôpital. La salle d'accouchement était fermée – impossible de trouver la clé. Je me suis vraiment mise en colère. Je suis retournée auprès de la patiente

5 Le *Hezb-i-Islami* afghan (parti islamique) est une organisation islamiste connue pour la lutte qu'elle a menée contre le gouvernement marxiste de l'Afghanistan et son proche allié, l'Union soviétique. Dirigé par Gulbuddin Hekmatyar, le parti a été créé à l'université de Kaboul en 1975.

et je n'ai rien pu faire d'autre que de l'envoyer dans un autre hôpital. En apprenant qu'elle était morte, j'étais totalement déprimée. Je me suis dit que nous devions faire quelque chose, car rien n'était prévu ici pour les femmes. Il y avait bien un hôpital, mais pas de service d'urgences.

C'est pour cela que j'ai voulu ouvrir un hôpital pour les femmes et les enfants. Mais il était difficile de trouver de l'argent. Personne n'était disposé à fournir des fonds et personne ne voulait écouter une femme. En 1987, après l'incident dont je viens de vous parler, j'ai reçu un peu d'argent de l'ONG Inter-Church Aid, que dirigeait un vieux monsieur britannique. Je suis allée le voir, encore en pleurs – j'étais si jeune ! Il m'a demandé ce qui s'était passé. Il était vraiment âgé, 85 ans à l'époque. Je lui ai expliqué que, ce jour là, une patiente afghane était venue à l'hôpital et qu'elle était morte parce que nous n'avions pas pu lui faire une injection, une injection de valium. J'ai expliqué que je voulais ouvrir un hôpital et je lui ai demandé s'il pouvait me financer. Il m'a répondu qu'il était désolé, mais qu'il ne pouvait pas m'aider parce que le *Hezb-i-Islami* bombarderait ses bureaux et qu'il aurait des ennuis. Il est vrai que la police pakistanaise était au service du *Hezb-i-Islami*, et qu'elle contrôlait tous ces gens. J'ai promis au vieux monsieur de ne dire à personne qu'il me donnait des fonds : j'ai réussi à le convaincre et j'ai travaillé avec lui pendant deux ans. Il a donc vu que je ne ménageais pas ma peine. Chaque jour, j'étais la première à arriver à l'hôpital et la dernière à en partir : une jeune révolutionnaire ! Je me rendais deux fois par semaine dans les camps de réfugiés afghans. Nous avions beaucoup de personnel pakistanais, bien sûr. Le médecin (un homme) et le personnel pakistanais n'arrêtaient pas de me dire qu'il était temps de partir. Et je leur répondais que je ne partirais pas avant d'avoir fini de m'occuper du dernier patient. Bien sûr, tous étaient contre moi. Entre nous, c'était déjà la bagarre.

Quoi qu'il en soit, le vieux monsieur britannique a fini par me procurer des fonds et j'ai ouvert l'hôpital en 1987. À cette époque, rien n'était fait pour les femmes ; aucune éducation, pas même dans les camps. Chaque camp avait un dispensaire, mais le personnel féminin y était extrêmement rare.

Est-ce à ce moment-là que vous avez réalisé qu'il fallait aussi œuvrer à améliorer l'éducation des femmes ?

Oui, en effet. Vous devez comprendre qu'à l'époque, à Peshawar, les gens instruits – les femmes en particulier – étaient opprimés.

Je me souviens d'un *Mawlawi*⁶ venu fin 1987 à l'hôpital que j'avais ouvert au Pakistan. Il a amené beaucoup de patients et m'a dit : « Un jour, si Kaboul est libre, nous saurons ce que nous devons faire de vous, les lettrés ». Je lui ai demandé pourquoi et il m'a répondu : « C'est parce que vous, vous comprenez ce qui se passerait si une bombe tombait ici, quelle zone serait touchée ; les analphabètes, eux, ne comprennent pas tout ça ; ils ne se soucient pas des bombes et c'est pour cela qu'ils sont capables de se battre ».

6 *Mawlawi* est un titre religieux honorifique donné aux docteurs de la loi (oulémas) chez les musulmans sunnites.

Ainsi, encore une fois, l'éducation et l'alphabétisation faisaient toute la différence. Bien sûr, nous avons compris ce que le *Mawlawi* voulait dire. Quand j'ai répondu que nous avons fait notre travail, assumé notre rôle, il s'est expliqué: « Je ne parlais pas de vous, parce que oui, vous sauvez notre moral, notre honneur. Vous avez un hôpital où sont soignés les femmes et les enfants. Mais les autres, eux, ils ont tous fui; ils sont tous partis en Amérique ». Là, je dois dire qu'il avait raison. D'une part, à Peshawar, très peu de femmes travaillaient: quelques-unes avaient été tuées par le *Hezb-i-Islami* et les autres s'étaient enfuies. D'autre part, j'étais la seule femme qui soit en mesure de faire quelque chose.

Il y avait déjà une école de filles dirigée par les Iraniens. Bien sûr, tout, absolument tout (y compris le programme d'enseignement) était iranien; ils fournissaient même des uniformes et des autobus pour les élèves. Il faut dire que le fait de voir nos propres enfants, des enfants afghans, éduqués par des Iraniens à la manière iranienne, en priant pour Khomeiny, n'était pas facile à accepter pour une personne laïque comme moi.

En 1989, OXFAM a accepté de nous soutenir. Nous avons reçu 24 000 roupies pakistanaises (équivalent, à l'époque, à un millier de dollars US) et cet argent m'a permis d'ouvrir une école de filles. Hélas, cela ne m'a pas permis d'acheter des meubles ou des chaises pour les élèves; la classe se faisait sur un tapis en plastique. J'ai pensé qu'il serait difficile de rivaliser avec les Iraniens. Ils fournissaient tout gratuitement, ils donnaient en plus de l'argent et des rations alimentaires. Si je n'avais qu'un sol en béton, qui viendrait dans mon école? C'est alors que j'ai fait appel au Comité norvégien pour l'Afghanistan; j'ai reçu un peu d'argent pour le mobilier. Voilà comment cette école a pu démarrer.

Entre-temps, les Soviétiques avaient quitté l'Afghanistan. Tous les bailleurs de fonds étaient arrivés de Genève et ils avaient lancé l'Opération Salam pour coordonner les programmes des Nations Unies concernant l'Afghanistan. Ils avaient ouvert des bureaux sur place: ainsi, pour la première fois, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) était présent au Pakistan, avec un bureau à Quetta; l'UNESCO avait également ouvert un bureau à Quetta.

Quand j'ai créé l'école de filles, j'ai mis au point un cours d'alphabétisation pour les femmes. J'ai écrit moi-même cet ouvrage et j'y ai inclus un volet sur l'éducation à la santé. En effet j'ai pensé que, pendant que les femmes apprenaient à lire et à écrire, elles devaient aussi apprendre à arrêter un saignement de nez, à traiter les piqûres d'insectes, etc., toutes ces choses étant expliquées de manière très simple. La planification familiale était aussi l'un des thèmes traités dans mon livre. Mais quand je me suis adressée à l'UNESCO pour l'imprimer, il m'a été dit que ce sujet était trop sensible et la réponse est tombée: « Nous ne pouvons vraiment pas financer cela, car le *Hezb-i-Islami* viendrait bombarder nos bureaux! »

Voilà donc un nouvel exemple du mépris total dont souffraient les femmes. Personne ne parlait avec nous, personne n'était là pour écouter une

femme. Bien sûr, quand j'ai ouvert l'hôpital, les hommes du *Hezb-i-Islami* étaient à mes trousses, mais ils n'ont pas réussi à me piéger. Sinon, ils m'auraient sûrement mise en pièces.

La situation a-t-elle changé après le départ des Soviétiques ?

La situation est devenue extrêmement difficile quand les moudjahidin ont pris le pouvoir. La première chose qu'ils ont faite a été d'interdire, de diverses manières, la participation des femmes à la vie publique. Ils se sont réparti les ministères entre eux au Pakistan. L'administration que nous avions à Quetta comptait beaucoup de membres, mais aucune femme. Les postes avaient été exclusivement répartis entre Tadjiks et Pachtounes, sans aucune représentation des minorités. Il n'y avait aucune femme et nous étions en 1992 !

L'un des ministres du parti de Sayyaf a pris ses fonctions au ministère. Je pense qu'il s'agissait du ministre des Mines. J'ai oublié son nom. Le premier jour, il a déclaré que les femmes ne devraient pas être vues quand le ministre arrivait et qu'elles ne pouvaient pas venir le saluer. Le lendemain, il est arrivé avec une pile de foulards, de grande taille, demandant aussitôt au personnel de distribuer ces foulards aux femmes et de leur dire de les porter : elles pourraient alors venir saluer leur ministre. Quoi que ces gens aient fait, la première chose a été d'imposer le port du foulard aux femmes, avant d'augmenter lentement la pression sur elles.

À un moment donné, le gouvernement a annoncé que les femmes qui présentaient les nouvelles à la télévision (c'est-à-dire à la télévision nationale, car nous n'avions alors qu'une seule chaîne) ne devaient pas être vues. Une rose apparaissait à l'écran quand une femme donnait lecture des nouvelles. Plus tard, il a été décidé que la voix d'une femme ne devait pas être entendue par des hommes n'ayant aucun lien de parenté avec elle.

Aujourd'hui, les répercussions de tout cela se font encore sentir. Le pire a été la perte de la possibilité, pour les femmes, de recevoir une éducation. Or, j'en suis persuadée, sans éducation nous ne pouvons pas avoir en nous-mêmes la confiance nécessaire pour défendre nos valeurs. Je compare ma situation à celle de mes propres cousines qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école : ce que je fais et ce que fait ma cousine qui est de mon âge sont complètement différents. Elle mène ce qui est considéré en milieu rural afghan comme une vie « normale », mais je réfute ce terme. Je crois que si je suis une personne différente, c'est à cause de l'éducation que j'ai reçue.

Quel est le rôle joué par la communauté internationale dans l'amélioration de la condition des femmes ?

Globalement, à mon sens, la communauté internationale a vraiment constitué une partie du problème qui a conduit à l'isolement des femmes. Personne ne parlait des questions concernant spécifiquement les femmes.

Je me souviens que, lorsque l'UNESCO a commencé à distribuer aux réfugiés afghans quelques tentes, meubles et armoires avec des livres, je suis allée voir ses représentants à maintes reprises. Je n'ai cessé de leur répéter que s'ils

donnaient deux tentes et du matériel pour une école de garçons, il fallait en donner une pour l'école de filles. Je pensais que cela devait être rendu obligatoire.

Lorsque le PNUD a ouvert un bureau, j'ai appelé et j'ai obtenu un rendez-vous. J'ai d'abord dit à mon interlocuteur que j'étais heureuse que le PNUD ait lancé son programme pour l'Afghanistan. Je lui ai ensuite demandé s'il avait des programmes pour les femmes. Il m'a répondu positivement. Je lui ai fait remarquer que le PNUD se souciait uniquement du développement, puis je lui ai demandé comment il pouvait y avoir développement sans participation des femmes. Il m'a dit alors qu'il était désolé mais que, effectivement, il n'y avait rien pour les femmes. Quand je lui ai demandé pourquoi rien n'était prévu, sa réponse a été la suivante : « Je suis allé en Afghanistan. J'ai passé toute une semaine dans la province de Logar et je n'ai pas vu de femmes. » Mon commentaire n'a pas tardé : « Tous ces héros qui ont combattu les Soviétiques et les ont chassés hors du pays, pensez-vous qu'ils soient tombés du ciel ? Ils sont tous nés d'une femme ! » Mon interlocuteur m'a répété qu'il n'avait pas vu de femmes afghanes. J'étais si naïve que je lui ai rétorqué : « Mais je suis l'une d'elles ! » Il s'est étonné : « N'êtes-vous pas Française ? » Je lui ai dit que non, que j'avais les yeux verts, mais que je n'étais pas Française pour autant. Les Afghans peuvent avoir les yeux verts. Vous auriez pu vous douter, en entendant mon anglais approximatif, que je n'étais pas française. « Je vous croyais Française », a-t-il répété.

Voilà, c'était l'attitude générale.

Avez-vous essayé de changer cette perception au sein de la communauté internationale ?

J'ai abordé le sujet en 1998 avec Francesco Vendrell, lors de l'une des conférences sur l'Afghanistan, à Lausanne, en Suisse. Il était à cette époque le Représentant spécial de l'ONU⁷ et une réunion de l'*Afghanistan Support Group* se tenait en Suisse. À ce moment-là, les États-Unis voulaient imposer des sanctions contre le gouvernement des talibans.

Francesco Vendrell s'est exprimé en tant que Représentant spécial de l'ONU et j'ai parlé moi aussi, en qualité de seule femme de ce groupe. Il a dit qu'il ne voulait pas que les Américains imposent des sanctions contre les talibans parce qu'il avait déjà parlé avec eux, ainsi qu'avec l'Alliance du Nord, et qu'ils allaient s'asseoir autour de la table et discuter des problèmes. J'ai levé la main et j'ai demandé : « Monsieur le Représentant spécial, quand vous avez obtenu des garanties de la part de l'Alliance du Nord et des talibans au Pakistan et en Iran, y avait-il des femmes autour de la table ? Quel est notre rôle ? »

À une autre occasion, après l'intervention américaine, je lui ai déclaré : « Je suis ici pour vous dire que les femmes devraient être incluses dès le début. Ce n'est pas de moi qu'il s'agit. Pas de Sima Samar. Je ne suis pas ici pour me

7 Francesco Vendrell a été chef de la Mission spéciale des Nations Unies pour l'Afghanistan et Représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies de janvier 2000 à décembre 2001. De 1993 à 2000, il a dirigé la Division Asie et Pacifique au Département des affaires politiques des Nations Unies, à New York.

battre pour moi-même. » Ensuite, j'ai insisté : « S'il vous plaît, veillez à inclure les femmes dès le début, car sinon ils ne nous donneront aucune chance. » C'est ainsi que le Représentant spécial s'est souvenu que je me battais pour obtenir la participation des femmes.

Permettez-moi encore une anecdote. Après avoir été nommée ministre de la Condition féminine et vice-présidente du gouvernement intérimaire de l'Afghanistan, je suis allée à Washington, où j'ai été vraiment bien reçue et bien traitée. J'ai donc soulevé un certain nombre de points lors d'une rencontre avec Colin Powell, le Secrétaire d'État d'alors. Je lui ai précisé d'emblée que je n'étais pas diplomate et que j'avais déjà beaucoup de problèmes. « Premièrement, je suis une femme. Deuxièmement, je suis une Hazara. Troisièmement, je ne sais pas me taire, personne ne m'aime. Je voudrais donc vous demander quelques petites choses. Premier point, s'il vous plaît, évitez de répéter les erreurs que vous avez déjà faites. » Il m'a aussitôt demandé : « Quelles erreurs ? » Je lui ai répondu : « Vous avez créé ces monstres. S'il vous plaît, ne les soutenez pas à nouveau. Deuxième point, tout cet argent que vous dépensez pour bombarder l'Afghanistan, consacrez-le plutôt au développement dans ce pays. » Je lui ai cité l'exemple des 85 missiles tirés sous l'administration Clinton contre les camps de Bin Laden en Afghanistan. « Combien de gens avez-vous tués ? » lui ai-je demandé. Je lui ai dit que je pensais que bien des choses auraient pu être faites en Afghanistan avec ces 85 millions de dollars.

J'ai poursuivi : « Troisième point, n'oubliez pas que vous n'avez pas fait suffisamment pour les femmes dans ce pays. Nous ne pourrions pas vraiment construire la démocratie et ramener la paix en Afghanistan sans la participation des femmes. »

« Quatrième point, ai-je dit, qui va se préoccuper de notre sécurité ? L'échec de ce gouvernement, de notre gouvernement, est clairement l'échec de votre gouvernement et de la CIA. Et, s'il vous plaît, envoyez assez de femmes avec vos soldats en Afghanistan. » « Pourquoi devrions-nous envoyer des femmes soldats ? » m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu que cela donnerait au peuple afghan l'occasion de voir des visages féminins et de se rendre compte que les femmes sont aussi capables que les hommes de porter des armes et de patrouiller dans les rues et dans les villes. Finalement, je lui ai demandé instamment de ne rien faire qui porte atteinte au principe de responsabilité et à la justice.

Quand j'ai réclamé que la construction et le développement en Afghanistan bénéficient d'autant d'argent que les bombardements, il m'a interrogée : « Savez-vous combien nous dépensons ici ? » J'ai répondu que je l'ignorais, mais que je supposais que c'était beaucoup.

J'avais fait la remarque que j'appartenais à une minorité et que j'étais une femme. Colin Powell a réagi en me disant : « Moi aussi, je suis issu d'une minorité, Sima. J'appartiens à la communauté noire et je suis le premier Secrétaire d'État noir de ce pays. Je comprends donc une partie de vos soucis et de vos préoccupations. »

Quand Colin Powell est venu en Afghanistan et que le président Karzaï m'a présentée à lui en disant : « Sima est mon vice-président et mon ministre

de la Condition féminine », il a répondu : « Je sais, elle m'a déjà fait passer un moment difficile à Washington. » Karzaï m'a regardée : « Où l'avez-vous rencontré ? » « Eh bien, j'ai eu une dispute avec lui. » [Rires]

Colin Powell a alors déclaré : « Votre ministre des Affaires étrangères [il s'agissait alors d'Abdullah] a déjà dit que vous n'aviez pas besoin de troupes étrangères en Afghanistan. » Je lui ai dit que c'était la même erreur, le même groupe. « Qui est Abdullah et qui suis-je ? C'est parce que nous n'avons pas été choisis par le peuple ; nous avons été choisis par quelqu'un et nous avons reçu cette fonction. J'ai été nommée parce que je me battais, que je ne cessais pas de bouger et que je disais que les femmes devraient être parties prenantes dans le processus. »

Comment voyez-vous les choses dans l'avenir, disons à moyen terme ?

Je pense que l'avenir de l'Afghanistan dépend de la stratégie arrêtée par le gouvernement afghan (les dirigeants afghans, dirons-nous), mais aussi par nos partenaires au sein de la communauté internationale, afin d'atteindre ce que nous voulons pour ce pays. À mon avis, l'une des erreurs que nous avons tous faite a résidé dans l'absence de stratégie et de repères clairs pour nous-mêmes : où allons-nous et que voulons-nous faire en Afghanistan ? À moins de vraiment donner une chance aux gens qui sont véritablement engagés et honnêtes vis-à-vis de la démocratie et des principes des droits humains, nous ne serons pas en mesure de construire la démocratie avec des soldats. Nous pouvons doubler ou tripler le nombre de soldats. Cela ne changera rien. C'est au peuple de l'Afghanistan qu'il devrait appartenir d'affirmer sa volonté. La communauté internationale, en tant que notre partenaire, peut faciliter les choses ; elle peut nous aider et peut-être rendre la route moins chaotique pour nous.

Je ne crois pas qu'il puisse exister un pays démocratique ou une société démocratique sans la participation des femmes. En Afghanistan, les noms des femmes ont été utilisés pour démontrer l'existence d'un processus démocratique, plutôt que pour assurer leur participation réelle. Prenez les élections, par exemple. Des membres masculins de la famille ont voté en leur nom ; ils ont utilisé le nom des femmes, mais en réalité, leur participation a été faible. Elle n'a été forte que dans quelques régions, telles que Bamyan et Hazara, et si elle a été vraiment élevée à Jaghour, c'est parce que nous avons beaucoup de femmes instruites. Par contre, la participation des femmes a été faible dans les provinces de Helmand ou de Logar. Dans la province de Logar, par exemple, quand des cartes d'électeurs ont été remises à la population en vue de l'élection présidentielle, il y avait deux fois plus de cartes pour les femmes que pour les hommes. J'ai soulevé ce point et j'ai eu une dispute avec le président. J'ai dit que ce n'était pas juste. Si les hommes, dans la famille, ne permettent pas à leurs épouses de se faire photographier, les femmes devraient au moins être autorisées à donner leurs empreintes digitales. Et les femmes devraient pouvoir venir chercher leur carte, afin qu'elles sachent qu'elles en sont propriétaires. Or, les choses se passaient différemment. La réponse du président fut la suivante : « Tu es si extrémiste ! Ils ne le permettent pas ! » « D'accord, ai-je dit, s'ils ne le permettent pas, alors il ne faut pas donner des cartes d'électeurs aux femmes. »

Si vous prenez l'histoire de l'Occident au cours du XX^e siècle, c'est surtout après les guerres – et en raison de leur contribution, en tant que personnes civiles, à l'effort de guerre – que les femmes ont enfin eu accès à la vie politique et obtenu le droit de vote. Pourquoi cela s'est-il passé autrement en Afghanistan ?

Encore une fois, c'est à cause de l'oppression des femmes et du peu de liberté dont nous disposons. Encore une fois, c'est l'éducation qui fait la différence. Dans la province de Paktia, on dit qu'une femme a le droit de quitter la maison deux fois : la première pour se marier et la seconde après sa mort, pour être inhumée. Nous sommes bien loin de la culture européenne, car en Europe (et ailleurs, comme en Irak, par exemple), les femmes reçoivent une éducation. Il est très difficile de convaincre une femme instruite de laisser son mari aller chercher sa carte d'électeur, puis de voter en son nom. Mais le mari d'une pauvre femme ignorante a beau jeu d'aller voter à sa place, d'utiliser son nom et de voter pour Sayyaf ou pour n'importe qui d'autre.

Je le répète, l'éducation est vraiment la clé de tout.

Vous soulignez l'importance de l'éducation. Comment les enfants envisagent-ils l'avenir après trente ans de guerre et de conflit ? Que pensent les jeunes de ce qui les attend dans le futur ?

Eh bien, honnêtement, je pense que notre espoir réside dans la jeune génération, garçons et filles. J'attache un très grand prix à l'éducation. L'un des problèmes de ce gouvernement (l'administration Karzaï), c'est qu'il ne porte pas une attention suffisante à l'éducation. Le ministère de l'Éducation devrait être confié à une personne vraiment désireuse de s'engager sur la voie du changement et de dispenser un enseignement de meilleure qualité. Il y a deux semaines, le ministre actuel a envoyé des lettres officielles indiquant aux enseignants que le temps alloué aux études scientifiques devait être réduit et que davantage de temps devrait être consacré aux leçons portant sur des sujets religieux. Je ne veux pas dire que nous ne devrions pas avoir d'enseignement religieux, mais je pense que nous devrions considérer que cela relève de la responsabilité familiale.

Laissez les familles prendre la responsabilité de leurs enfants et décider de ce qu'elles veulent que les enfants comprennent de leur religion. J'ai souffert parce que j'étais chiite. À la maison, j'ai dû étudier la religion chiite pour obéir à mon père et à ma famille ; à l'école, j'ai dû apprendre la religion sunnite pour avoir de bonnes notes et passer dans la classe supérieure. C'est ainsi qu'à l'âge de 7 ou 8 ans, lorsque je devais répondre à une question d'examen en troisième ou quatrième année d'école, j'essayais de me concentrer sur le fait que je n'étais pas à la maison et que je ne devais donc pas donner une réponse chiite. Si j'étais à la maison, je devais me concentrer pour ne pas prononcer de paroles sunnites, car mon père et mes proches se seraient mis en colère.

Tout cela ne nous aide pas. Nous devons connaître nos principes de l'islam et les mettre en pratique. Mais nous ne devons pas y être contraints par la force. Il faut enseigner à nos enfants les valeurs de l'islam, plutôt que de se

concentrer sur des sujets islamiques. Nous devons veiller à la qualité de l'éducation. Nous vivons au XXI^e siècle.

Mais pourquoi pensez-vous que ces gens accordent tant d'importance à la religion ?

C'est juste une question d'intérêt politique, d'intérêt politique, rien d'autre.

Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui encore, les organisations humanitaires ne soient pas en mesure d'accéder à certaines régions du pays où une aide serait nécessaire ?

Je pense qu'il s'agit simplement d'une question de contrôle et de pouvoir. Les détenteurs du pouvoir perçoivent comme une menace pour eux-mêmes l'action des ONG humanitaires et des ONG (ou des personnes) qui défendent les droits humains. Ils ont peur (à juste titre !) de perdre leur pouvoir ou de le voir s'affaiblir. C'est pour cela qu'ils exercent une telle pression.

Croyez-vous qu'un tribunal sera un jour créé pour juger ceux qui ont violé les droits humains et commis des atrocités au cours de ces décennies de guerre, et pour que justice soit rendue aux victimes ?

Je ne le crois pas. Je ne perçois en effet aucune volonté politique de la part du gouvernement et des autorités de l'Afghanistan, ni de ses partenaires internationaux. Nous ne cessons de répéter qu'il conviendrait au moins que la souffrance endurée par le peuple soit reconnue.

Mon beau-frère avait 14 ans et était en septième année d'école quand il a été enlevé dans la rue. Il n'est jamais revenu. Dites-moi : qui est responsable de cela ?

Étant moi-même une victime de la guerre, je ne peux pas vraiment oublier. Imaginez quel nombre de femmes, dans ce pays, ont été confrontées au même problème que moi. Je suis devenue veuve alors que je n'avais que 23 ans et j'avais un fils. J'ai été capable de l'élever et de lui donner une bonne éducation et une vie plus facile. Pourtant, il reste... il n'essaie même pas de discuter de ces problèmes avec moi parce qu'il ne veut pas que je sois triste. Par exemple, quand mon père est mort, mon frère aîné a organisé les funérailles. Mes frères ont pleuré, ce qui était assez naturel. Mon fils, lui, n'a pas pleuré. Il m'a ensuite raconté que mes frères étaient en colère contre lui parce qu'il n'avait pas pleuré et il m'a dit : « Mère, moi, je ne sais pas ce que c'est d'avoir un père. »

Mon fils a aujourd'hui une fille et, à la façon dont il l'aime, je vois qu'il a souffert de ne pas avoir connu cette affection. Il s'efforce donc de concentrer tout son amour et toute son attention sur sa fille. À la façon dont il tient sa fille dans ses bras et s'occupe d'elle, vous sentez à quel point il a souffert. Dites-moi : qui est responsable de cela ?

Parmi toutes les femmes confrontées au même problème que moi, combien ont pu se débrouiller seules ? Très peu. Elles sont toutes devenues des victimes, encore et encore. Je ne sais pas combien de beaux-frères elles ont dû épouser afin de survivre avec leurs enfants orphelins. Quelqu'un doit être tenu responsable de cela.

Je crois cependant qu'un grand nombre de gens n'ont pas souffert. Au contraire, ils ont gagné de l'argent, obtenu un statut et le pouvoir – et cela, en raison même de la situation dont pâtissait le reste de la population. La souffrance des victimes devrait être reconnue. Ensuite, les auteurs de ces forfaits devraient au moins être isolés et écartés du pouvoir. Prenez la plupart de nos dirigeants actuels : combien d'entre eux ont perdu un fils ? Combien ont perdu un père ? Très peu. Comment pourraient-ils comprendre la souffrance du peuple et faire preuve de compassion ?

Pour résumer, c'est comme si les *Khalq* avaient enlevé la fiancée et l'avaient emmenée loin de la cérémonie de mariage, et qu'elle ne soit jamais revenue. Ils ont emmené les médecins, les intellectuels, les gens instruits et personne n'était là pour réagir. Personne.

À la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, nous nous efforçons d'établir la cartographie du conflit, notamment de localiser et recenser les fosses communes. Et personne n'est tenu directement responsable. C'est si déprimant !

Comment envisagez-vous l'avenir ? Avec optimisme ou pessimisme ?

Je suis optimiste par nature. Si je perdais mon optimisme, alors je devrais vraiment quitter le pays ou m'étendre sur le sol quelque part et me laisser mourir. Nous n'avons pas le choix. Je pense que ce pays et ses habitants ne peuvent pas continuer à vivre éternellement en conflit. Nous devons trouver une meilleure façon d'établir une paix durable. J'espère que nous y parviendrons. Il faudra du temps : le faible taux d'alphabétisation en Afghanistan, ainsi que les tensions ethniques, linguistiques, régionales et autres, constituent des obstacles. Nous devons réaliser un jour que nous sommes tous les mêmes, que nous sommes tous des êtres humains.

